

Pourquoi l'économie suisse peut et doit poursuivre sa croissance

L'article ci-contre positionne la Suisse par rapport à ses rivaux en matière de performance économique. Il développe également la question de la croissance vis-à-vis de la durabilité sociale et environnementale. L'expansion économique, au sens moderne du terme, soulève des problèmes écologiques en nombre limité, mais elle a un caractère social, plus particulièrement dans un contexte intergénérationnel. Si la productivité souffrait d'une croissance affaiblie, cela porterait atteinte à l'attrait de la place économique suisse, mais aussi à la durabilité de la société.



L'OCDE a estimé le coût d'une politique de lutte contre les principaux défis environnementaux à l'échelle planétaire. À l'horizon 2030, plus d'un pour cent du PIB mondial devrait lui être consacré.

Photo: Keystone

Dans les années soixante, la notion de croissance économique allait de soi: on comparait les économies à partir des tonnes d'acier produites tous les ans et la prospérité se mesurait au nombre de ménages qui possédaient une voiture de type Mercedes. Le Club de Rome fut le premier, dans les années septante, à dénoncer la surexploitation de la nature. La justification d'une croissance éthiquement responsable revint à la commission des Nations Unies pour l'environnement et le développement, qui en fit un thème politique.

Une réaction a eu lieu au début de cette décennie. Suite aux plans élaborés pour contrer la crise de l'emploi des années nonante,

l'OCDE a mis au point sa propre stratégie en matière de croissance. C'est ainsi que, depuis 2005, elle publie tous les ans une étude intitulée *Objectif croissance* dans laquelle elle recommande à ses membres de donner certaines priorités à leurs réformes économiques. La politique de croissance a trouvé un renouveau et elle a gagné en termes de priorité politique.

Les performances de la Suisse en matière de croissance

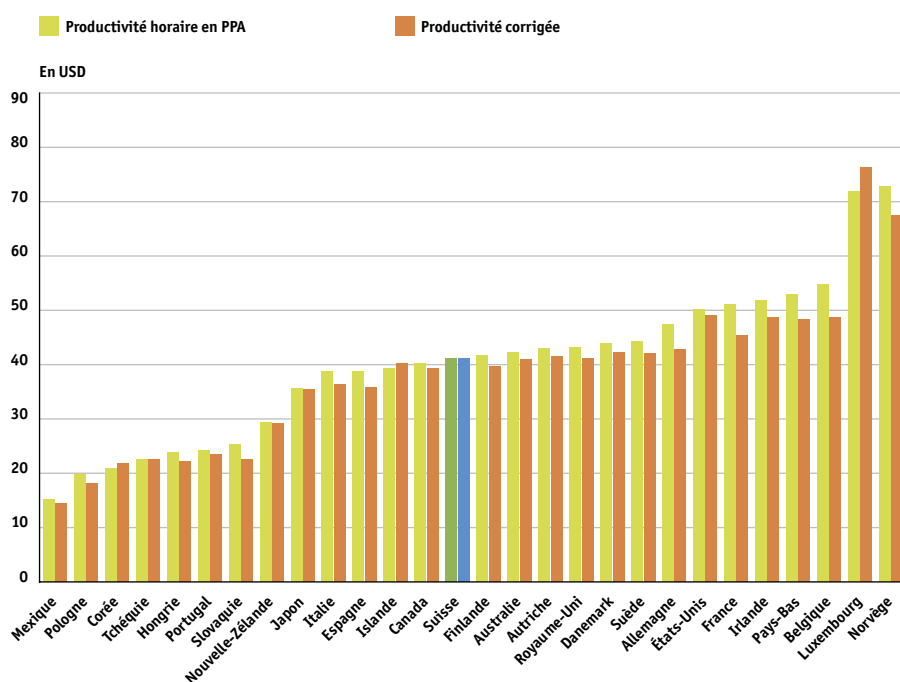
Si l'on considère l'emploi et le bien-être, notre pays occupe encore une excellente position au plan international. Calculé au cours des changes courant, le salaire mensuel du travailleur suisse à plein temps est le plus élevé du monde. On peut, dès lors, se demander ce qu'apporterait une politique de croissance. La réponse ne va pas de soi. Les salaires mensuels dont il est fait écho ici sont notamment le résultat d'un nombre très important d'heures de travail. De plus, compte tenu du niveau élevé des prix helvétiques, ces revenus confortables ont vite fait de fondre. Ainsi, si on mesure la productivité horaire du travail – définie com-



Marc Surchat
Secteur Croissance et politique de la concurrence, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Graphique 1

Productivité horaire en PPA, 2006



Source: OCDE / La Vie économique

me le résultat économique d'une heure ouvrée – sur la base de la parité des pouvoirs d'achat, la Suisse revient dans la moyenne inférieure de l'OCDE, comme le montre le *graphique 1*, en particulier lorsqu'on ne considère que les pays qui ne sont pas en rattrapage. Une partie de ce résultat est influencée par l'intensité de l'utilisation du potentiel de travail¹ dans un pays. Même en corrigeant la productivité sur ce point, la Suisse reste dans la moyenne de l'OCDE. Par rapport aux meilleurs pays (États-Unis, Irlande, Pays-bas, Belgique, Luxembourg, Norvège), la Suisse pourrait augmenter sa productivité horaire de presque 20%. Il s'agit là d'un potentiel de croissance considérable à exploiter grâce à des réformes structurelles appropriées.

Par ailleurs, il faut constater que la Suisse ne semble pas s'être inspirée des meilleures pratiques pour accroître sa productivité du travail. En effet, si on élimine la conjoncture, le *graphique 2* montre que l'hypothèse selon laquelle le taux de croissance de la productivité n'aurait pas progressé depuis 1990 est parfaitement plausible. Les excellents résultats de l'économie suisse entre 2004 et 2007 (croissance moyenne de 2,9%) peuvent s'expliquer par:

- la bonne conjoncture (plus de 1%);
- la libre circulation des personnes (environ 1%) qui a permis d'augmenter l'offre de travail et de répondre aux besoins;
- le reste (1%) provient du taux de croissance structurel de la productivité du travail, lequel serait demeuré presque constant.

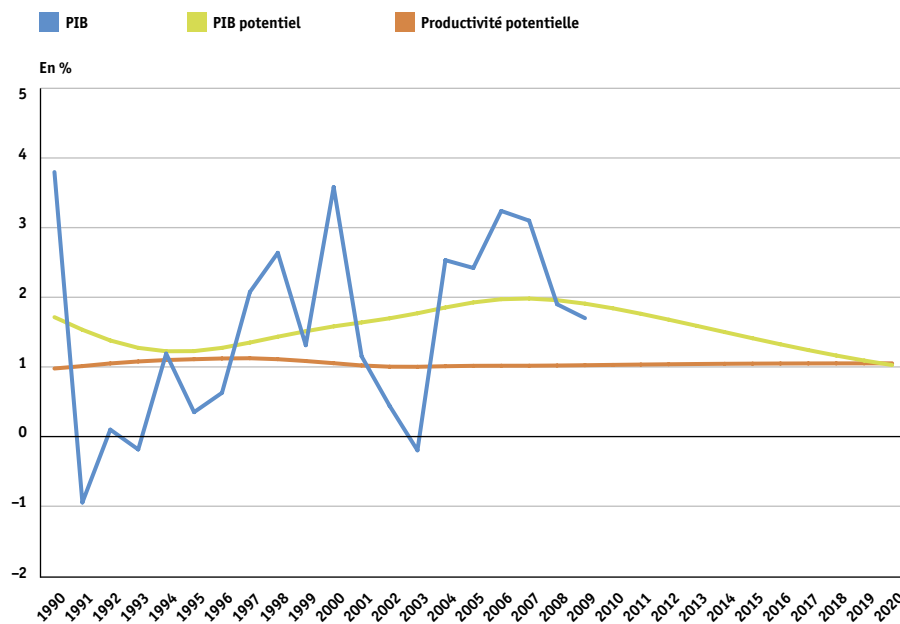
Dans les années à venir, la croissance naturelle de l'offre de travail devrait ralentir, en raison du vieillissement démographique (partie droite du *graphique 2*, scénario d'une croissance constante de la productivité). Ainsi, sans une augmentation du pourcentage moyen de progression de la productivité, le taux de croissance structurel du PIB devrait s'affaiblir. Comme on ne voit pas pour le moment d'où viendrait la prochaine vague de travailleurs migrants, étant donné que le vieillissement démographique affecte toute l'UE, ce scénario est des plus crédibles.

Il faut accélérer les réformes

Pour augmenter le taux de croissance structurel de la productivité, de nombreuses réformes seront nécessaires sur tous les plans, mais en particulier dans l'ouverture du marché domestique. Plusieurs objections ont été émises à l'encontre de ces réformes, mais il faut bien constater qu'elles sont des plus discutables. Pour y répondre, nous allons distinguer l'impact que peut avoir la croissance sur la situation sociale puis sur l'environnement.

Graphique 2

Évolution des taux de croissance du PIB et de ses composantes

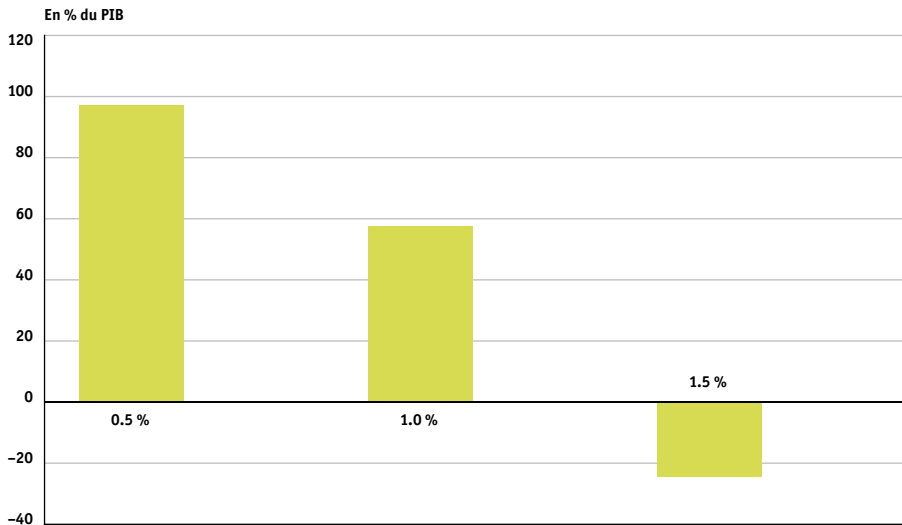


Source: SECO / La Vie économique

1 L'intensité de l'exploitation du potentiel de travail est égale au volume de travail en heures divisé par la population en âge de travailler (15-64 ans).

Graphique 3

Endettement implicite de l'État selon le bilan intergénérationnel de 2001 En fonction du taux de croissance structurel de la productivité du travail



Explication: Si le taux de croissance structurel de la productivité du travail n'était que de 0,5% par année en Suisse, les engagements non entièrement financés des assurances sociales projetés dans le long terme seraient équivalents à une situation où les assurances sociales sont entièrement financées, mais le taux d'endettement de tous les niveaux étatiques serait de presque 100% du PIB. Un taux de 1% correspond à une augmentation limitée de l'endettement, alors qu'un taux de 1,5% permettrait de financer tous les engagements futurs des assurances sociales. La principale raison pour l'amélioration des finances publiques en fonction de la croissance est que les prestations de l'AVS ne suivent qu'à raison de 50% la progression de la productivité et donc des salaires.

Source: Borgmann et Raffelhüschen (2004) / La Vie économique

Croissance et assurances sociales

Le graphique 3 montre qu'une augmentation de 0,5% (de 1% à 1,5%) du taux de croissance structurel de la productivité permettrait d'assurer aujourd'hui la pérennité des finances publiques, y compris les assurances sociales, sans augmentation d'impôt. Par contre, si ce taux devait s'affaiblir de 0,5%, l'endettement implicite de l'État serait proche des 100%, ce qui exigerait une augmentation du taux de TVA de plus de 5% pour le combler. Or, l'augmentation de la fiscalité affaiblirait encore la croissance. Parmi les différentes options possibles pour consolider les

assurances sociales, un changement du taux de croissance structurel a l'effet le plus considérable.

Croissance et inégalités sociales

Par ailleurs, un modèle expliquant l'évolution des revenus disponibles entre 1990 et 1998² a démontré que les prix élevés sur le marché intérieur étaient les principaux responsables de l'augmentation des inégalités sociales en Suisse. Une politique de croissance, qui viserait en particulier à faire baisser les prix sur le marché domestique, serait donc le meilleur instrument possible pour garantir la durabilité de nos assurances sociales et lutter contre les inégalités.

Croissance et environnement

Finalement, la croyance qu'une croissance perpétuelle est incompatible avec l'environnement est très répandue dans la population. Or, cela n'est que partiellement vrai. Le tableau 1 montre différents indicateurs de durabilité en 2000 et 2005 appréciés par les services de l'Office fédéral de la statistique (OFS). La situation des déchets, de la pollution de l'eau, de l'air et des forêts s'est structurellement améliorée, malgré une croissance prononcée. Cela démontre qu'un découplage est possible entre croissance et diverses pollutions. Il est fort probable que cette tendance se poursuivra.

Les problèmes environnementaux se concentrent sur deux points seulement:

- une mobilité grandissante qui se concrétise par un grignotement dispersé des terrains;
- les gaz à effet de serre qui doivent être considérablement réduits sur le long terme.

Tableau 1

Indicateurs du développement durable en Suisse, 2000 et 2005

Objectifs	Indicateur	Mesure	2000	2005	Appréciation de l'OFS ^a
Pauvreté	Personnes vivant sous le seuil de pauvreté	En %	9.1	8.5	+
Sécurité	Délits violents	En délits pour 100 000 habitants	113.1	153.9	-
Mobilité	Intensité du transport de marchandises	En tonnes-kilomètres/francs réels de 2000	0.059	0.061	-
Déchets	Déchets urbains traités	En kg/habitant	360.7	327	+
Eau	Taux de phosphore dans les lacs	En µg/litre	54.4	45.1	+
Air	Concentration de dioxyde d'azote	En µg/m ³	27.3	26.3	+
Climat	Émissions de gaz à effet de serre	En millions de tonnes	51.7	53.6	=
Diversité écologique	Surfaces de compensation écologique	En % des surfaces agricoles	8.6	9.1	+
Énergie	Intensité énergétique	En kWh/francs réels de 2000	0.57	0.55	=
Forêts	Surface forestière	En % de la surface totale	29.4	30.1	+
Utilisation du sol	Surfaces agricoles utiles	En hectares	1 072 492	1 065 118	-

a. L'indicateur de durabilité:
 – suit une tendance souhaitable (+);
 – suit une tendance non souhaitable (-);
 – demeure inchangé (=).

Sources: Indicateurs Monet de l'OFS, calculs propres / La Vie économique

Remarque: certains indicateurs figurent avec leur valeur moyenne pour simplifier la présentation.

Encadré 1

Références bibliographiques

- Borgmann C. et Raffelhüschen B., *Zur Entwicklung der Nachhaltigkeit der Schweizerischen Fiskal- und Sozialpolitik: Generationen-Bilanzen 1995–2001*, Strukturberichterstattung n° 25, Seco, Berne, 2004.
- Ecoplan, *Auswirkungen der Klimaänderung auf die Schweizer Volkswirtschaft (nationale Einflüsse)*, étude sur mandat de l'Ofev, Berne, 2007.
- Enkvist P.-A., Nauclér T., et Rosander J., «A Cost Curve for Greenhouse Gas Reduction», *The McKinsey Quarterly*, 2007, n° 1, p. 35–45.
- Müller A., Marti M. et van Nieuwkoop R., *Globalisierung und die Ursachen der Umverteilung in der Schweiz*, Strukturberichterstattung n° 12, Seco, Berne, 2002.
- OCDE, *OECD Environmental Outlook to 2030*, Paris, 2008. Résumé en français: www.oecd.org/dataoecd/29/12/40200611.pdf.

Si les problèmes d'environnement posés par la mobilité peuvent être combattus à travers la loi sur l'aménagement du territoire et par un renchérissement ciblé des coûts de transport, les émissions de gaz à effet de serre concernent le monde entier et la Suisse n'a qu'une influence modeste sur leur évolution. Elle doit apporter sa contribution à ce défi mondial, mais il est encore difficile de dire dans quelle mesure. L'OCDE a estimé le coût d'une politique de lutte contre les principaux défis environnementaux à l'échelon planétaire: à l'horizon 2030, plus d'un pour cent du PIB mondial devrait lui être consacré, ce qui reviendrait à abaisser le taux de croissance tendancielle de seulement 0,1% par an. Les taux de croissance observés actuellement suffisent, par conséquent, à subvenir aux dépenses nécessaires pour combattre le réchauffement climatique et à encourager la R&D dans les techniques de l'environnement. Renoncer à la croissance n'est donc pas la solution, d'autant plus que la volonté populaire en faveur de l'environnement est souvent dépendante de la bonne conjoncture.

Conclusion

Une politique de croissance zéro aurait notamment d'autres conséquences lourdement néfastes. Au vu des expériences historiques, il est fort probable qu'une société stagnante dans un monde en pleine croissance deviendrait non durable. Il en résulterait probablement une émigration massive des personnes, du savoir et des entreprises. Pour une Suisse vieillissante, cela rendrait presque insolubles certains problèmes sociaux. Ainsi, même dans un monde en plein réchauffement, la croissance reste pour la Suisse un garant de la durabilité de notre société. La compatibilité partielle, mais gérable et non onéreuse, entre la croissance et l'environnement oblige aussi la Suisse à contribuer à la durabilité de la planète. ■

Congrès national pour la promotion de la santé dans l'entreprise 2008, jeudi, 19 juin 2008, Université de Bâle

«Promotion de la santé, l'affaire du chef!»

Une entreprise ne peut atteindre ses buts ambitieux que si elle peut compter sur des collaborateurs et des collaboratrices motivés et performants. C'est la raison pour laquelle une direction moderne du personnel et de l'entreprise en général intègre la gestion de la santé. De nombreux avantages peuvent être obtenus pour l'ensemble de l'entreprise par une promotion efficace et durable de la santé. Des investissements pour la santé et le bien-être des collaboratrices et des collaborateurs sont favorables et bénéficiaires pour l'entreprise.

Le congrès national pour la promotion de la santé dans l'entreprise 2008 propose une vue d'ensemble des connaissances actuelles concernant la gestion et la promotion de la santé. A l'aide d'exemples et d'apports de la pratique, le congrès a pour objectif de démontrer les possibilités et les variantes de la promotion de la santé et de la motivation en entreprise. Le congrès montre aussi que la promotion de la santé est l'affaire du chef – et comment ces derniers peuvent assumer cette tâche avec compétence et avec succès.

Les objectifs du congrès

Possibilités d'influence et d'aménagement qu'ont la direction et les cadres d'une entreprise pour le maintien et la promotion de la santé sur le lieu de travail. La manière de diriger le personnel et l'entreprise est presque toujours déterminante pour la santé des collaboratrices et des collaborateurs. Des suggestions et des exemples de la pratique montrent les nombreuses possibilités d'intégrer la promotion de la santé dans les tâches «normales» de direction. Une promotion globale de la santé dans l'entreprise implique une harmonisation entre ses propres préoccupations, celles des employés et celles de l'entreprise. Aujourd'hui, on sait que les investissements pour le maintien de la santé du personnel sont très rapidement rentables pour une entreprise. Le congrès PSE du 19 juin 2008 propose une vue d'ensemble des connaissances actuelles concernant la gestion et la promotion de la santé. Il montre aussi que la promotion de la santé est l'affaire du chef.

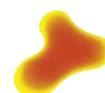
Patronage: Université de Bâle | **Organisateurs:** Promotion Santé Suisse | Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) | **Partenaires du congrès:** Centre des sciences économiques de l'Université de Bâle | Association suisse pour la promotion de la santé dans l'entreprise (ASPSE) | Société suisse de psychologie du travail et des organisations (SSPTO) | Swiss Re | Suva | santésuisse | SWICA Organisation de santé | Visana Services SA | Xundheit Präventio | Helvetia Assurances | Trust Sympany | Office fédéral de la santé publique (OFSP) | Association faitière des associations spécialisées de la sécurité et santé au travail (suissepro) | Union suisse des arts et métiers

www.promotionsante.ch/congres



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Staatssekretariat für Wirtschaft SECO
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



Gesundheitsförderung Schweiz
Promotion Santé Suisse
Promozione Salute Svizzera